

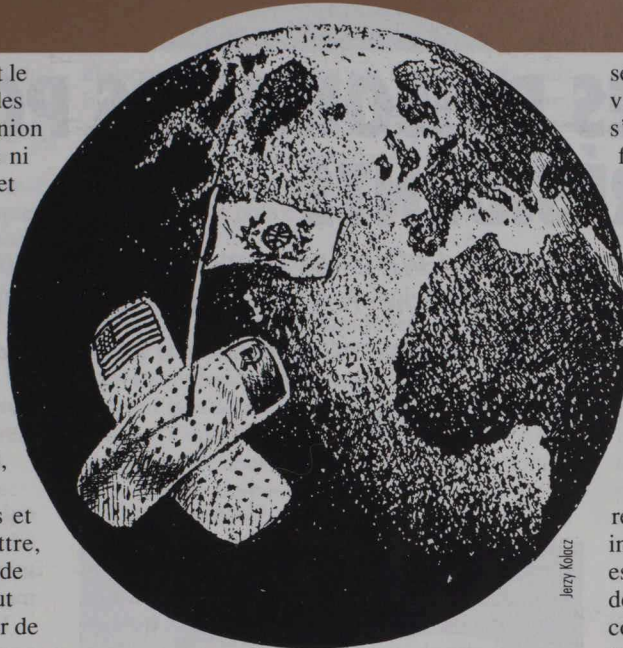
mement les missions de maintien de la paix et le multilatéralisme, mais aussi le souci réaliste des intérêts et des valeurs occidentales. L'opinion canadienne compte en la matière. Ni neutre ni docile, le Canada est un rempart de l'OTAN et un allié essentiel des États-Unis.

AVEC L'AMÉLIORATION SENSIBLE DES RELATIONS Est-Ouest, les garants de la sécurité internationale se trouvent bel et bien à la croisée des chemins. Les Nations-Unies participent plus activement à la gestion des conflits armés régionaux. Cependant, le soutien de pays comme le Canada et l'aura apportée par le prix Nobel de la paix, en 1988, ne suffisent pas.

Les puissances autres que les États-Unis et l'URSS auront peut-être du mal à l'admettre, mais tout comme l'ONU ne peut se contenter de l'appui des seules superpuissances, elle ne peut non plus agir pleinement, ni même fonctionner de manière efficace, sans leur collaboration active. Ainsi que l'a fait remarquer l'ancien Secrétaire général adjoint des Nations-Unies, M. Brian Urquhart, les succès passés de l'ONU se résument à des exercices de contournement discret de la Guerre froide. L'atténuation de la confrontation bipolaire fournit donc aux superpuissances une occasion sans précédent d'unir leurs forces. Ottawa ne devrait pas hésiter à souligner que l'ONU pourrait même fonctionner mieux que ses fondateurs ne l'espéraient, chose que même certains des détracteurs les plus féroces de l'Organisation ont comprise ces derniers temps. Comme l'a écrit Jeane Kirkpatrick, autrefois ambassadrice des États-Unis à l'ONU, il se peut que, grâce à la paix apportée par la fin de la Guerre froide, les Nations-Unies deviennent plus efficaces.

Sur le nombre étourdissant de propositions que Moscou a faites concernant le système onusien (plus d'un millier selon un décompte), il y a beaucoup d'idées naïves formulées avec le zèle évident d'un nouveau converti. Cependant, on y trouve aussi tout un ensemble de propositions visant à rendre le régime existant des opérations de maintien de la paix plus «viable», plus actif politiquement et plus axé sur une diplomatie de prévention. À cette fin, les textes préconisent une allocation nationale de fonds, d'équipements et de troupes destinées à un déploiement rapide, l'affectation de soldats de l'ONU aux endroits à risque, un meilleur entraînement et une meilleure gestion, des forces onusiennes de réserve permanentes, plus d'autonomie pour le Secrétaire général, des centres de réduction des risques de guerre, et de meilleurs services de logistique et de renseignement. Notons au passage que beaucoup de ces propositions soviétiques ont déjà été lancées par des gouvernements occidentaux dans le passé.

Le moment est propice. Avant le récent accroc sur la question du statut de l'OLP, Washington avait commencé à réagir positivement. Prenant le contre-pied de leur politique antérieure, les États-Unis s'étaient joints à l'URSS, au Canada et au reste du Conseil de sécurité pour autoriser l'envoi d'observateurs militaires en Amérique centrale, une première pour l'ONU dans «l'arrière-cour» de l'Amérique. Bien que l'opération «Juste



Cause» au Panama démontre que, dans certaines circonstances, la Maison-Blanche continue de considérer qu'il est de son intérêt de procéder à une intervention armée unilatérale, du moins à court terme, nul ne devrait douter de l'importance capitale de l'aval accordé par les États-Unis à la première véritable opération internationale de maintien de la paix dans l'hémisphère occidental.

La mission du groupe d'observateurs de l'ONU en Amérique centrale consiste, à l'origine, à vérifier que les gouvernements de la région respectent leur engagement de ne plus aider les insurgés. Par la suite, il est prévu d'envoyer des casques bleus armés récupérer les armes des guérilleros. Ces casques bleus (canadiens, colombiens, espagnols et vénézuéliens) font équipe avec des civils des Nations-Unies et de l'Organisation des États américains (à laquelle le Canada vient d'adhérer) pour surveiller le déroulement des élections nicaraguayennes. Comme d'habitude, il est difficile de garantir le succès de ces entreprises.

Quelques jours avant que soit approuvé l'envoi du Groupe d'observateurs de l'ONU en Amérique centrale, on a assisté à New York à deux autres «premières». Après quarante-quatre ans de «chamailleries», les superpuissances ont parrainé ensemble une résolution de l'Assemblée générale visant à renforcer le travail de l'Organisation, et elles ont tenu une conférence de presse commune pour présenter leur texte. Ces gestes symboliques, qui entraînent dans la logique de l'attachement croissant de Moscou au multilatéralisme, constituaient aussi un signe encourageant de la part de Washington qui comprend de plus en plus que l'ONU joue un rôle essentiel pour garantir la paix et la sécurité internationales. En fait, au terme de la 44<sup>e</sup> session, il régnait un rare consensus. D'accord avec le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Vladimir Petrovsky, et avec l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, M. Thomas Pickering, le président nigérian de l'Assemblée générale, M. Joseph Garba, a déclaré que l'organisation mondiale avait beaucoup gagné au réchauffement des relations entre les superpuissances.

Par le passé, le Canada a souvent servi de «pont» entre l'Est et l'Ouest dans de nombreuses instances. En tant que membre du Conseil de

sécurité, son rôle devrait être maintenant de convaincre Washington de l'occasion historique qui s'offre de faire progresser le multilatéralisme. Enfin, le monde entier loue l'organisation mondiale pour sa capacité d'atténuer la violence et ne la dénigre plus comme étant un lieu où l'on brasse du vent, où l'on s'investit, où l'on parade et où l'on cherche à intimider.

LE KREMLIN A COMMENCÉ À COMPRENDRE les limites de son pouvoir. Il a appris à ses dépens que la force ne peut servir de panacée aux conflits du tiers-monde. Les prétendus bénéfices des bases implantées à l'étranger et des expéditions d'armes qui les accompagnent sont, on le sait maintenant, très illusoire. Ces ressources sont nécessaires à la restructuration intérieure, dont la réussite est en définitive plus essentielle à la sécurité soviétique qu'un empire démesuré dans le tiers-monde. Plus important encore, Moscou s'est aperçu que la compétition avec les États-Unis dans le tiers-monde s'est révélée préjudiciable aux relations bilatérales soviéto-américaines.

Si cette logique vaut à Moscou, pourquoi n'en irait-il pas de même à Washington ? Puisqu'il devient plus difficile d'exercer un pouvoir effectif dans le tiers-monde, la Maison-Blanche doit elle aussi comprendre le potentiel vital que constituent les institutions internationales pour le maintien de la paix et la résolution de problèmes transnationaux. Même dans l'euphorie qui fait suite à l'opération «Juste Cause», il est bon de songer au potentiel des Nations-Unies dans une situation comme celle du Panama.

Ne peut-on envisager que le Conseil de sécurité agisse quand un chef d'État, soupçonné de s'adonner au trafic de drogue, viole de manière flagrante les droits de la personne et emploie la force pour annuler des élections au point de perdre virtuellement tout soutien diplomatique dans sa propre région ? D'ici la fin des années 1990, des Nations-Unies plus mordantes pourraient, par exemple, aider à combattre les fléaux que sont les drogues illicites et le terrorisme, assurer la sécurité de petits États, garantir l'acheminement des secours humanitaires, vérifier l'application des accords de limitation des armements et surveiller le déroulement d'élections. En outre, la consolidation et l'essor du régime de maintien de la paix pourraient s'étendre aux domaines économiques, sociaux et environnementaux.

L'occasion qui se présente est trop importante pour les intérêts américains et mondiaux pour qu'on la laisse échapper à cause des préjugés démodés d'une poignée de lobbys américains. Le gouvernement Bush devrait comprendre que les opérations de maintien de la paix sont un moyen rentable de protéger les intérêts américains dans des régions stratégiques. La contribution américaine à l'opération namibienne s'élève à 175 millions de dollars US, ce qui correspond à 4 p. 100 environ du budget d'exploitation de la 82<sup>e</sup> Division aéroportée (quand elle est inactive), ou au tiers du prix d'achat d'un des bombardiers indétectables B-2 si controversés. Les coûts d'exploitation du multilatéralisme paraissent bien minimes face aux frais que les autres solutions nécessiteraient. Il faut qu'un allié aussi fiable qu'Ottawa rappelle ces faits à Washington. □